

UNION - TRAVAIL – JUSTICE

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES :
"DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES" - LIBREVILLE - B. P. 563 - TEL. : 76.20.00 email : jo_gabon @ yahoo. fr.
Ceux-ci sont payables d'avance, mandat ou virement au nom de M. le Directeur "des Publications officielles" à Libreville
Compte courant postal N° 0101 100 2534, centre de Libreville

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

Primature

Arrêté n°2523/PM/MAEDR du 15 mai 2007, portant création, attributions, organisation et fonctionnement d'un Comité National de Pilotage et de Suivi des Projets de Développement Agricole et Rural.....1

Ministère de l'Economie et des Finances

Arrêté n°00025/MEFBP/DGCC du 23 janvier 2007, fixant les règles de procédure conditionnant la délivrance d'une Autorisation de Mise Sur le Marché (AMM).....2

Ministère de l'Economie forestière

Arrêté n°00300. 07/MEFEPPN/SG/DGEF du 22 mai 2007, portant création du Comité de pilotage du projet "Extension aux petits permis forestiers de la dynamique d'aménagement durable au Gabon" et détaillant ses modalités de fonctionnement.....5

Arrêté n°00301. 07/MEFEPPN/SG/DGEF du 22 mai 2007, portant création de la Cellule de gestion du projet "Extension aux petits permis forestiers de la dynamique d'aménagement durable au Gabon" et détaillant le mode opératoire dudit projet.....5

Arrêté n°00303. 07/MEFEPPN/SG/DGEF du 22 mai 2007, portant nomination du Chef du projet "Extension aux petits permis forestiers de la dynamique d'aménagement durable au Gabon.6

Ministère de l'Éducation nationale

Décret n°000470/PR/MENICEP du 7 mai 2007, instituant une Journée Nationale de l'Enseignant.....7

Décret n°000471/PR/MENICEP du 7 mai 2007, complétant certaines dispositions du décret n°001264/PR/MENCF/MFEBPCP du 06 octobre 1998 fixant les modalités de versement d'une prime de logement aux personnels enseignants du Ministère de l'Éducation Nationale.....8

Décret n°000472/PR/MENICEP du 7 mai 2007, portant modification des dispositions des articles 2 et 9 du décret n°000290/PR/MEN du 4 avril 1995 portant création et organisation de l'École Normale des Instituteurs.8

Ministère des Mines

Arrêté n°000422/MMEPRH/SG/DGMG/DMC du 18 avril 2007, autorisant l'Entreprise des Travaux Publics et de Construction (ENTRACO) à exploiter à titre provisoire une carrière de roche massive (calcaire) à ESSASSA.9

Arrêté n°000548/MMEPRH/SG/DGMG/DMC du 18 mai 2007, portant modification de l'arrêté n°00809/MMEPRH/SG/DGMG/DMC/SCTMC du 02 novembre 2005 relatif à l'interdiction de toute exploitation de sable au nord de Libreville pris pour l'application de la décision du Conseil des Ministres en sa séance du 13 octobre 2005.11

Ministère du Travail

Arrêté n°000144/MTE/CAB du 12 mars 2007, portant nomination des membres du Conseil d'Administration de l'Office National de l'Emploi.....11

ACTES EN ABREGE

Propriété minière, Forêts, Domaines et Conservation foncière, Curatelle.....13

Avis d’Affichage.....13

La Cellule de projet peut également compter sur l'apport de missions court terme d'experts venant compléter les prestations réalisées par l'équipe d'assistance technique résidente et à programmer au fur et à mesure de l'avancement du projet.

L'assistance technique est fournie par un bureau d'études, sélectionné après appel d'offres sur « short list », qui possède une expérience en gestion de projets et dans le secteur forêt/environnement.

Chapitre 3 : des modalités opératoires du projet

Article 6: Les concours financiers sont décaissés sur la base de programmes annuels et de contrats spécifiques pour l'assistance technique et les acquisitions de matériel et d'équipements (véhicules, matériel de cartographie, matériel informatique, etc...) et les prestations extérieures.

Les programmes annuels élaborés par la Cellule de Projet sont soumis à l'approbation du Comité de pilotage.

Article 7 : Un audit annuel est réalisé pour contrôler les dépenses et leur adéquation avec le programme prévu et l'objet du projet.

Une mission d'évaluation est prévue à mi-parcours.

Article 8 : Les fonds sont gérés par la Cellule de projet sous la double signature du directeur national de la Cellule de projet et du conseiller chef de file de l'assistance technique.

Une caisse d'avances est créée pour le fonctionnement du projet, sur le principe de la caisse d'avances renouvelable, avec versement d'un montant initial égal à la contre-valeur en F CFA de 350.000 (TROIS CENT CINQUANTE MILLE) euros correspondant à 5 (CINQ) mois de fonctionnement du projet.

Le réapprovisionnement de la caisse d'avances s'effectue à hauteur des montants justifiés et sur une base trimestrielle. Les avances sont versées sur un compte spécial ouvert au nom de la Cellule de projet.

Article 9: Pour les achats d'équipements ou les prestations extérieures d'un montant supérieur à 10 000 € (cartographie, véhicules, équipements informatiques, prestations des bureaux d'études aménagistes pour les inventaires, etc. . .), la Cellule de projet prépare un dossier de consultation, une proposition d'attribution et un projet de contrat et sollicite la non objection de l'Agence Française de Développement (AFD) sur ces trois phases; le paiement direct des entreprises est par la suite effectué par l'AFD.

En deçà de ce seuil de 10 000 €, l'avis de non objection de l'AFD n'est pas demandé et l'achat ou la dépense est assuré sous la seule responsabilité de la Cellule de projet.

Article 10 : Le circuit des décomptes de paiement est le suivant:

- préparation des décomptes par la Cellule de projet avec la signature des responsables du compte spécial prévu à cet effet (cf. ci-dessus) ;

- transmission du décompte à la Direction générale de la Comptabilité publique (DGCP) du Ministère des finances, qui suit l'endettement de l'Etat et enregistre les imputations sur les conventions de prêt;

- transmission des décomptes à l'agence de l'AFD de Libreville, qui procède au règlement et en informe la Cellule de projet. Le règlement est réalisé selon le cas soit directement

aux sociétés et entreprises bénéficiaires de contrats avec le MEFEPN ou la Cellule de projet, soit en renouvellement de la caisse d'avances.

Article 11 : L'ensemble du mode opératoire retenu est consigné dans une note de procédure et fait l'objet d'un atelier de présentation / discussion au début du projet avec l'ensemble des intervenants.

Chapitre 4 : des tâches techniques à réaliser

Article 12 : La Cellule de projet intervient en amont et en aval des actions de terrain qui pourront être confiées en sous-traitance à des bureaux d'études aménagistes, des consultants ou des ONG, ainsi que dans les domaines techniques à aborder à une échelle plus grande que la Concession forestière sous aménagement durable (CFAD).

Ainsi, sont du ressort de la Cellule de projet les tâches suivantes:

- la conduite du programme de sensibilisation des titulaires;

- la création des bases de données (titulaires, négociants, exploitants), du référentiel cartographique, de la stratification forestière, du système d'informations géographiques;

- l'élaboration des guides techniques, des dossiers de base en vue des regroupements de permis, l'adaptation du modèle de Convention provisoire d'aménagement - exploitation - transformation (CPAET) ;

- la définition des cahiers des charges, des itinéraires techniques, des dispositifs à mettre en place;

- l'appui à la rédaction des plans d'aménagement (harmonisation, cohérence), la définition des tarifs de cubage, des coefficients de récolement;

- les actions de recherche (optimisation des paramètres de l'aménagement), les actions liées à la traçabilité;

- le suivi, l'évaluation, le conseil, le pilotage des sous-traitants, la formation de proximité, la capitalisation.

Sont réalisables en sous-traitance, les actions de terrain suivantes:

- l'interprétation des photographies aériennes;

- la réalisation des inventaires d'aménagement;

- les diagnostics socio-économiques;

- les relevés sur la faune;

- l'opération pilote d'inventaire d'exploitation;

- les formations spécifiques (botanique, organisation et gestion des PMR, etc.) ; la rédaction au moins partielle des plans d'aménagement.

Article 13 : Le présent arrêté, qui prend effet à compter de la date de signature, sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Fait à Libreville; le 22 mai 2007

Emile DOUMBA

Arrêté n°00303. 07/MEFEPN/SG/DGEF du 22 mai 2007, portant nomination du Chef du projet "Extension aux petits permis forestiers de la dynamique d'aménagement durable au Gabon.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE FORESTIERE,
DES EAUX, DE LA PECHE ET DES PARCS
NATIONAUX ;

Vu la Constitution ;

Vu la loi 016/01 du 31 décembre 2001 portant Code forestier en République Gabonaise ;

Vu le décret n°0169/PR du 25 janvier 2007 fixant la composition du Gouvernement, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret 1746/PR/MEF du 29 décembre 1983 fixant les attributions et l'organisation du Ministère des Eaux et Forêts;

Vu l'arrêté xxxx IMEFEPN/SG/DGEF du xxxx portant création de la Cellule de gestion du projet "Extension aux petits permis forestiers de la dynamique d'aménagement durable au Gabon" et détaillant le mode opératoire dudit projet ;

A R R E T E :

Article 1er: Monsieur Faustin LEGAULT est nommé Chef du Projet "Extension aux petits permis forestiers de la dynamique d'aménagement durable au Gabon".

Article 2 : Monsieur Faustin LEGAULT assure la gestion technique, administrative et financière du Projet.

Dans ce cadre, il est plus particulièrement chargé des tâches suivantes:

- coordination de l'ensemble du Projet;
- participation au recrutement du personnel technique national affecté au Projet;
- direction, coordination et promotion des ressources humaines du Projet; préparation des plans d'activité et des budgets annuels;
- organisation des comités de pilotage;
- supervision des différents rapports d'avancement du Projet; planification des missions court terme d'assistance technique;
- relations avec l'administration de tutelle, les partenaires extérieurs et les différents groupes d'acteurs impliqués dans le Projet, et pilotage des actions de communication;
- proposition à l'administration, en cas de besoin clairement identifié, des adaptations des règles d'aménagement au cas des petits permis.

Article 3 : Dans le cadre de cette mission, il dirige la Cellule de projet créée à cet effet, qui comprend une quinzaine de cadres et techniciens nationaux et une équipe d'assistance technique résidente de quatre experts.

Article 4 : Le présent arrêté, qui prend effet à compter de la date de signature, sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Fait à Libreville; le 22 mai 2007

Emile DOUMBA

Ministère de l'Education nationale

Décret n°000470/PR/MENICEP du 7 mai 2007, instituant une Journée Nationale de l'Enseignant.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT;

Vu la Constitution;

Vu le décret n°0169/PR du 25 janvier 2007 fixant la composition du Gouvernement de la République ;

Vu la loi n°16/66 du 9 août 1966 portant organisation générale de l'enseignement dans la République Gabonaise;

Vu la loi n°20/92 du 8 mars 1993 fixant les statuts particuliers des fonctionnaires du secteur Education;

Vu le décret n°1692 du 27 décembre 1982 portant attributions et organisation du Ministère de l'Education Nationale;

Le Conseil d'Etat consulté;

Le Conseil des Ministres entendu;

D E C R E T E :

Article 1 : Le présent décret pris en application des dispositions de l'article 51 de la Constitution, institue une Journée Nationale de l'Enseignant.

Article 2: Il est institué et célébré chaque année, en République Gabonaise, une Journée Nationale de l'Enseignant.

La Journée Nationale de l'Enseignant vise à rendre hommage à l'Enseignant pour sa contribution à l'investissement humain, indispensable au développement social, économique et culturel du Gabon.

Article 3: Un arrêté conjoint des Ministres chargés de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et des Finances fixe la date de la Journée Nationale de l'Enseignant, le programme et le thème des festivités, après concertation avec les syndicats des enseignants. f.

Article 4 : Les moyens nécessaires à l'organisation de la Journée Nationale de l'Enseignant font l'objet d'une inscription spécifique au budget de l'Etat.

Article 6 : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

Article 7: Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville; le 7 mai 2007

Par Le Président de la République,
Chef de l'Etat

EL Hadj Omar BONGO ONDIMBA

*Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement
Jean EYEGHE NDONG*

*Le Ministre de l'Education Nationale, de l'Instruction
Civique, Chargé de l'Education Populaire
Michel MENGA M'ESSONE*

*Le Ministre d'Etat, Ministre de la Formation Professionnelle,
de l'Enseignement Technique, de la Réinsertion, Chargé de
l'Insertion Professionnelle des Jeunes*